

Pierre Monnet

Élites et conflits urbains dans les villes allemandes de la fin du Moyen Âge

[A stampa in "Cahiers d'Histoire", XLV/4 (2000), pp. 533-561 © dell'autore -
Distribuito in formato digitale da "Reti Medievali"]

Observée sous l'angle des troubles intra-urbains, la situation des villes allemandes aux deux siècles finaux du Moyen Âge rejoint peu ou prou celle des autres villes d'Occident : les historiens allemands ont pu dénombrer dans les pays germaniques de l'Empire entre 200 et 300 troubles graves¹, souvent sanglants, survenus par «vagues» (autour de 1350, 1400 et 1480) entre 1301 et 1550 dans plus d'une centaine de cités (soit 5% seulement du nombre probable de villes que comptaient les pays allemands à cette date)². Combien d'entre eux, si tant est qu'une typologie des troubles soit possible, peuvent être rangés au nombre des conflits survenus en raison de dissensions intervenues au sein même des élites ?

Des mots et des choses : villes, élites, conflits.

La réponse à une telle question paraît d'autant plus complexe qu'elle engage nécessairement une double définition. D'une part, une définition de la ville médiévale elle-même (ce que les historiens du XIXe siècle avaient déjà vu³ et ce que Max Weber a problématisé dans le sens d'une communauté structurée et ordonnée, autocéphale et solidaire, du serment et du souvenir⁴) et d'autre part une définition des élites qui finirent par la gouverner (perspective élargie par les historiens de l'Allemagne de l'Est)⁵.

Concernant le premier point, une définition de la cité médiévale utile à notre propos (c'est-à-dire l'ambition d'une histoire sociale enrichie d'une histoire des perceptions des groupes sociaux médiévaux⁶) devrait moins résider dans les formulations fournies par les historiens modernes que dans celles qu'élaborèrent les contemporains pour lesquels la ville, au Moyen Âge, est avant tout

¹ Evamaria ENGEL, *Die deutsche Stadt des Mittelalters*, München, 1993 fournit un décompte provisoire de quelque 170 commotions pour le seul XIVe siècle tandis que Bernd-Ulrich HERGEMÖLLER, « Gesellschaftliche Veränderungen im engeren Reichsgebiet um 1400 », dans Ferdinand SEIBT, Winfried EBERHARD [dir.], *Europa 1400. Die Krise des Spätmittelalters*, Stuttgart, 1984, p. 39-52 (ici p. 51-52) en recense 78 pour la période 1360-1432.

² Erich MASCHKE, « Deutsche Städte am Ausgang des Mittelalters », dans Wilhelm RAUSCH [dir.], *Die Stadt am Ausgang des Mittelalters*, Linz, 1974, p. 1-44.

³ Klaus SCHREINER, « "Kommunebewegung" und "Zunftrevolution". Zur Gegenwart der mittelalterlichen Stadt im historisch-politischen Denken des 19. Jahrhunderts », dans Franz QUARTHAL, Wilfried SETZLER [dir.], *Stadtverfassung, Verfassungsstaat, Pressepolitik. Festschrift für Eberhard Naujoks zum 65. Geburtstag*, Sigmaringen, 1980, p. 158-177. Klaus SCHREINER, « Die Stadt des Mittelalters als Faktor bürgerlicher Identitätsbildung. Zur Gegenwärtigkeit des mittelalterlichen Stadtbürgertums im historisch-politischen Bewusstsein des 18., 19. und beginnenden 20. Jahrhunderts », dans Cord MECKSEPER [dir.], *Stadt im Wandel. Kunst und Kultur des Bürgertums in Norddeutschland 1150-1650*, Stuttgart, 1985, t. 4, p. 517-541.

⁴ Max WEBER, *Wirtschaft und Gesellschaft. Die Wirtschaft und die gesellschaftlichen Ordnungen und Mächte. Nachlaß*. Teil 5: *Die Stadt*, Tübingen, 2000 (Studienausgabe der Max Weber-Gesamtausgabe éditée par Wilfried NIPPEL). Klaus SCHREINER, « Die mittelalterliche Stadt in Webers Analyse und die Deutung des okzidentalen Rationalismus. Typus, Legitimität, Kulturbedeutung », dans Jürgen KOCKA [dir.], *Max Weber der Historiker*, Göttingen, 1986, p. 119-150. Christian MEIER [dir.], *Die Okzidentale Stadt nach Max Weber. Zum Problem der Zugehörigkeit in Antike und Mittelalter*, München, 1994. Hinnerk BRUHNS, Wilfried NIPPEL [dir.], *Max Weber und die Stadt im Kulturvergleich*, Göttingen, 2000. Otto Gerhard OEXLE, « "Einung" und "Gemeinde" in der Gesellschaft des Mittelalters », dans Janusz TANDECKI [dir.], *Die Rolle der Stadtgemeinden und bürgerlichen Genossenschaften im Hanseraum in der Entwicklung und Vermittlung des gesellschaftlichen und kulturellen Gedankengutes im Spätmittelalter*, Torun, 2000, p. 9-23.

⁵ Karl CZOK, « Bürgerkämpfe und Chronistik im deutschen Spätmittelalter », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 10, 1962, p. 637-645. Bernhard TÖPFER [dir.], *Stadt und Städtebürgertum in der deutschen Geschichte des 13. Jahrhunderts*, Berlin (Ost), 1976. Evamaria ENGEL, « Bürgertum – Bürgerkampf – Bürgerstadt. Probleme beim Versuch einer Synthese deutscher Stadtgeschichte des Mittelalters », dans Michael BORGOLTE [dir.], *Mittelalterforschung nach der Wende 1989*, München, 1995, p. 407-425.

⁶ Sur le passage d'une histoire juridique à une histoire sociale et culturelle des conflits au Moyen Âge : Hans-Werner GOETZ, *Moderne Mediävistik. Stand und Perspektiven der Mittelalterforschung*, Darmstadt, 1999, p. 198-206 (mise au point de Steffan PATZOLD).

un lieu de paix et de consensus par le droit⁷ et par le serment⁸, communauté affrérée que le conflit vient justement rompre et mettre en danger avant qu'un autre serment ne vienne souvent y mettre fin. Il conviendra d'ailleurs de ne pas manquer de mettre en relation cette revendication constante de la paix avec la situation politique interne des cités : les troubles graves qui affectèrent par exemple la ville de Brunswick en 1374-1380 puis en 1445-1446 et 1487-1489 (il y a souvent comme une répétition presque rituelle et un effet d'enchaînement dans les conflits urbains) trouvent tous leur origine, au départ au moins, dans l'impossibilité d'une partie de l'élite dirigeante à régler au plus vite les faides auxquelles la ville était confrontée, ou bien dans une politique extérieure imprudente ou bien encore dans les difficultés à éteindre une dette toujours menaçante pour l'autonomie d'une cité. Les rivalités partisans surgies dans le dernier tiers du XVe siècle au sein des élites de Nuremberg, une ville pourtant dominée sans partage par le patriciat des « lignages honorables » tels les Imhof, les Tetzl, les Scheurl, les Muffel ou les Tucher⁹, s'expliquent en grande partie par les compétitions déchirant les familles dirigeantes pour le contrôle des villages et des seigneuries « urbaines » du pays environnant¹⁰. Quant à l'échec de nombreuses tentatives de pouvoir personnel dans les Conseils urbains, c'est-à-dire l'impossibilité pour un seul – que l'on a pu qualifier de tyran citoyen¹¹ – de dominer le groupe des élites d'une ville (à la différence de ce que l'on peut observer dans les villes italiennes où il n'y a pas de séparation aussi nette entre la ville et les campagnes), on peut l'attribuer aussi à l'extrême vigilance des élites locales à ne pas laisser un puissant jouer de ses relations extérieures pour conquérir un pouvoir intérieur démesuré, source de déséquilibres et de menaces pour la paix. On imagine en tout cas sans peine combien le filtre d'une telle représentation, d'un tel discours dominant sur le consensus obligé au sein de la communauté urbaine médiévale, sur la nécessité de la paix et de la réconciliation pour restaurer l'*amicitia*¹² au sein de ce qui ne peut être autre chose qu'une *universitas civium* pourtant dominée par un groupe restreint, ne facilite pas la tâche de l'historien quand il s'engage à attribuer aux élites ou bien aux métiers, voire aux couches inférieures et/ou marginalisées, l'origine de tel ou tel trouble citoyen. C'est pourquoi il sera souvent fait appel à la source des chroniques urbaines¹³ (pour lesquelles le trouble est avant tout la mésentente, la désunion, *Zwietracht*)¹⁴, chroniques souvent rédigées par des membres des couches dirigeantes et donnant le plus souvent postérieurement raison aux vainqueurs des troubles, source par conséquent difficile à manier en raison des reconstructions à l'œuvre, des procédés narratifs et des ambitions politiques ou sociales de leurs auteurs, mais justement très révélatrices, pour ces mêmes raisons, des perceptions de la réalité sociale et politique par une couche étroite de la population ainsi que du travail de la mémoire, cette dernière étant inséparable des conflits urbains médiévaux.

⁷ Karl S. BADER, Gerhard DILCHER, *Deutsche Rechtsgeschichte. Land und Stadt. Bürger und Bauer im Alten Europa*, Berlin, 1999.

⁸ Otto Gerhard OEXLE, « Friede durch Verschwörung », dans Johannes FRIED [dir.], *Träger und Instrumentarien des Friedens im hohen und späten Mittelalters*, Sigmaringen, 1996, p. 115-150.

⁹ Gerhard HIRSCHMANN, « Die Familie Muffel im Mittelalter », *Mitteilungen des Vereins für die Geschichte Nürnbergs*, 41, 1950, p. 257-392. Ludwig GROTE, *Die Tucher. Bildnis einer Patrizierfamilie*, München, 1961. Christoph VON IMHOFF, « Die Imhoff. Handelsherren und Kunstliebhaber. Überblick über eine 750 Jahre alte Nürnberger Ratsfamilie », in: *Mitteilungen des Vereins für die Geschichte Nürnbergs*, 62, 1975, p. 1-42. Hanns Hubert HOFMANN, « Nobiles Norimbergenses. Beobachtungen zur Struktur der reichsstädtischen Oberschicht », *Zeitschrift für bayerische Landesgeschichte*, 28, 1965, p. 114-150. Gerhard HIRSCHMANN, « Das Nürnberger Patriziat », dans Hellmuth RÖSSLER [dir.], *Deutsches Patriziat 1430-1740*, Limburg/Lahn, 1968, p. 257-276.

¹⁰ Valentin GROEBNER, « Ratsinteressen, Familieninteressen. Patrizische Konflikte in Nürnberg um 1500 », dans Klaus SCHREINER, Ulrich MEIER [dir.], *Stadtregiment und Bürgerfreiheit. Handlungsspielräume in deutschen und italienischen Städten des Späten Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Göttingen, 1994, p. 278-309.

¹¹ Hartmut BOOCKMANN, « Spätmittelalterliche deutsche Stadt-Tyrannen », *Blätter für deutsche Landesgeschichte*, 119, 1983, p. 73-91.

¹² Gerd ALTHOFF, *Spielregeln der Politik im Mittelalter. Kommunikation in Frieden und Fehde*, Darmstadt, 1997.

¹³ Heinrich SCHMIDT, *Die deutschen Städtechroniken als Spiegel des bürgerlichen Selbstverständnisses im Spätmittelalter*, Göttingen, 1958. Johannes Bernhard MENKE, « Geschichtsschreibung und Politik in deutschen Städten des Spätmittelalters. Die Entstehung deutscher Geschichtsprosa in Köln, Braunschweig, Lübeck, Mainz und Magdeburg », *Jahrbuch des Kölnischen Geschichtsvereins*, 33, 1958, p. 1-84 et 34/35, 1959-1960, p. 85-194.

¹⁴ Article « Aufruhr » par Wilfried EHBRECHT dans *Lexikon des Mittelalters*, t. 1, 1977, col. 1206-1207 et article « Bürgerkämpfe, städtische » par ID., *Lexikon des Mittelalters*, t. 2, 1981, col. 1046-1047.

Quant au second point, celui des élites, on imagine sans peine que les réponses apportées par les médiévistes à la question de ses origines et de son organisation sont de nature à orienter une réflexion menée sur « les élites en conflit » : élites anciennes venues en ville ou installées par le prince ou le roi, ou bien élites neuves, enrichies, surgies du négoce et de l'administration ?¹⁵ Élites de la fonction ou de l'argent ou bien encore gens de valeur qui ont des valeurs ?¹⁶ Il est en tout cas assuré qu'il n'y a pas d'élite de droit et encore moins de sang dans la ville tardo-médiévale¹⁷ et que bon nombre de conflits observés ici et là tiennent sans doute à la fluidité même des valeurs revendiquées, du pouvoir disputé, des richesses à partager et à augmenter dans ce corps social complexe qu'est la cité formée de groupes qui possèdent, chacun, une mémoire et un honneur.

Longtemps, la recherche sur les conflits dans le monde des cités d'un Moyen Âge tardif volontiers qualifié de temps de crise¹⁸, a porté sur les révoltes et les troubles fomentés par une partie des métiers afin de contraindre l'élite dirigeante à partager le pouvoir urbain¹⁹. On rencontrait alors le terme de « *Zunftaufstände* », de « révolution des métiers », une terminologie qui renvoyait en fait à une conception de la société urbaine structurée en couches sociales fixes jouant les unes contre les autres et à une conception de la démocratie urbaine selon laquelle les couches dominées devaient gagner de haute lutte et par la force un strapontin politique dans les salles du Conseil. Les nombreuses monographies rédigées dans cette optique ont cependant tôt mis en lumière une situation d'autant plus explosive dans l'Empire des XIV^e et XV^e siècles que le degré relativement haut d'autonomie atteint par les villes dites d'Empire et les villes libres laissait se dérouler les conflits politiques et sociaux sur une scène dont le souverain ou le seigneur princier était absent ou éloigné. Or, en montrant que les luttes pour le pouvoir étaient d'autant plus fortes là où le pouvoir à partager avait atteint un degré de forte autorité (*Obrigkeits*), là où la « conscience » politique avait accédé à un stade avancé de maturité et là où une politique active de la ville pour la constitution de son plat-pays avait excité les appétits et les intérêts²⁰, les médiévistes allemands ont déplacé peu à peu le regard vers les couches dirigeantes elles-mêmes. Ainsi a-t-on vite compris qu'une partie des conflits était à rechercher au sein même des élites dirigeantes et que la base démocratique du gouvernement urbain (serment, droit de bourgeoisie, élection des conseillers...) s'accommodait fort bien d'une pratique oligarchique du pouvoir rarement évincée par les troubles. Dès 1953²¹, Philippe Dollinger montrait que les couches dirigeantes des villes du Rhin supérieur ne formaient en rien une couche sociale homogène mais mêlaient des éléments nobles, ministériels et « bourgeois »²² qui se regroupaient en factions utilisant tel ou tel corps de métier pour déstabiliser l'autre. À l'image du cas strasbourgeois, il pouvait montrer que si les métiers puissants avaient pu dès 1308 casser le monopole du Conseil patricien et noble, les événements de 1338 (en quelque sorte annoncés par de véritables combats de rue qui avaient opposé dès 1332 les clans des

¹⁵ Voir Giovanni Petti BALBI [dir.], *Strutture del potere ed élites economiche nella città europee dei secoli XII-XVI*, Napoli, 1996, en particulier Rainer GÖMMEL, « Economia e politica nell'attività dei ceti imprenditoriali di Ratisbona e Norimberga nei secoli XIII-XVIII », p. 349-360 et Rainer POSTEL, « Iniziative economiche e obiettivi politici dei detentori del potere e delle élites imprenditoriali, mercantili e finanziarie tra XIII e XVIII secolo: l'esempio di Amburgo », p. 361-375.

¹⁶ Elisabeth CROUZET-PAVAN, « Les élites urbaines : aperçus problématiques (France, Angleterre, Italie) », dans : *Les élites urbaines au Moyen Âge* (XXVII^e Congrès de la SHMES, Rome 1996), Paris, 1997, p. 9-28.

¹⁷ Pierre MONNET, « Doit-on encore parler de patriciat (dans les villes allemandes de la fin du Moyen Âge) ? », *Bulletin d'Information de la Mission Historique Française en Allemagne*, 32, 1996, p.54-66. ID., « Élites dirigeantes et distinction sociale à Francfort-sur-le-Main (XIV^e-XV^e siècles) », *Francia*, à paraître fin 2000.

¹⁸ František GRAUS, *Pest – Geissler – Judenmorde. Das 14. Jahrhundert als Krisenzeit*, Göttingen, 1987.

¹⁹ Peter BLICKLE, *Unruhen in der ständischen Gesellschaft 1300-1800*, München, 1988, p. 7 et suiv. Eberhard ISENMANN, *Die deutsche Stadt im Spätmittelalter 1250-1500*, Stuttgart, 1988, p. 191-198.

²⁰ Rolf KIESSLING, « Umlandpolitik, wirtschaftliche Verflechtung und innerstädtischer Konflikt in den schwäbischen Reichsstädten an der Wende vom Mittelalter zur Frühen Neuzeit », dans Joachim JAHN, Wolfgang HARTUNG, Immo EBERL [dir.], *Oberdeutsche Städte im Vergleich. Mittelalter und Frühe Neuzeit*, Sigmaringendorf, 1989, p. 115-137.

²¹ Philippe DOLLINGER, « Le patriciat des villes du Rhin supérieur et ses dissensions internes dans la première moitié du XIV^e siècle », *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte*, 3, 1952, p. 248-258.

²² Philippe DOLLINGER, « Patriciat noble et patriciat bourgeois au XIV^e siècle », *Revue d'Alsace*, 90, 1950-1951, p. 52-82.

Zorn et des Mülnheim)²³ renvoyaient une image plus complexe aboutissant à la formation d'un Conseil de 50 membres composé pour moitié des anciennes familles qui surent rester au pouvoir en jouant de l'alliance avec certains corps de profession agrégés à l'élite dirigeante, de la sorte « politisés » et « légitimés » et désormais distincts du reste des métiers. Reprenant en grande partie ces conclusions, des études postérieures²⁴ ont confirmé ce schéma d'une division des élites entre patriciat ancien et métiers supérieurs, division érigée en partage d'un pouvoir urbain dont l'accès demeura aussi limité qu'au XIIIe siècle, réduisant autant que possible la participation politique des couches les plus nombreuses de la population.

De son côté, et presque au même moment, Erich Maschke montrait dans un article fondateur que les troubles suscités par les métiers les plus avancés des villes de Haute-Allemagne ne visaient en rien une restructuration de l'ordre social existant mais tendaient à un meilleur partage du pouvoir, revendication bien utilisée et réorientée à leur profit par les élites anciennes pour demeurer au pouvoir²⁵. Se penchant sur l'historiographie rédigée dans ces villes de la fin du Moyen Âge, l'étude de Johannes Bernhard Menke attirait le regard sur la dimension profondément politique de cette écriture qui reflétait en fait la conscience politique des élites urbaines en proie aux critiques venues de l'extérieur du groupe dirigeant mais exprimées aussi au sein même des familles tenant les Conseils de Cologne, Brunswick, Lübeck, Mayence et Magdebourg²⁶. Pour cet auteur, c'est cette conscience plus qu'une pensée de l'Empire²⁷ qui aurait déclenché un processus de mise par écrit de la mémoire urbaine qui fut aussi, et peut-être avant tout, une mémoire des conflits. Approfondissant cette thèse, une étude²⁸ a dernièrement mis en valeur la manière dont cette mémoire issue des conflits mêmes et mise en forme dans les milieux proches des Conseils a justement contribué à mieux dégager encore la notion de « commune » (*communitas, gemeinde*), pourvue d'une fonction intégratrice pour tout le corps urbain en dépit ou plutôt à cause des troubles, qu'ils soient présentés comme émanant d'opposants extérieurs ou d'opposants intérieurs aux Conseils en place.

Plus récemment, d'autres analyses ont suivi cette intuition d'une interprétation de certains conflits comme formes de lutte entre groupes et factions réellement ou virtuellement au pouvoir économique et politique de la cité. Ainsi, les événements survenus à Lübeck entre 1408 et 1416, au terme desquels l'ancien Conseil chassé revient finalement aux commandes en entrouvrant la porte du pouvoir à quelques nouveaux, ont été étudiés à la lumière d'une entente au sommet qui ignore le reste du Commun et des métiers²⁹. Une conclusion semblable a pu être avancée dans le cas de la ville de Minden en 1405³⁰, la liste des exilés chassés prétendument par les métiers reflétant en vérité les divisions internes visibles au sein du Conseil bien avant l'éclatement des troubles entre la faction des Swarte et celle des Albrant. De même, on a pu réinterpréter la lecture des conflits urbains de Ratisbonne et d'Ulm sous l'angle des factions formées au sein des groupes dirigeants, à l'image respectivement de la lutte des Auer contre les Chratzer dans le premier cas et des

²³ Philippe DOLLINGER, « Das Patriziat der oberrheinischen Städte und seine inneren Kämpfe in der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts », dans Heinz STOOB [dir.], *Altständisches Bürgertum*, Darmstadt, 1978, p. 194-209.

²⁴ Martin ALIOTH, *Gruppen an der Macht. Zünfte und Patriziat in Strassburg im 14. und 15. Jahrhundert. Untersuchungen zu Verfassung, Wirtschaftsgefüge und Sozialstruktur*, Basel-Frankfurt am Main, 1988.

²⁵ Erich MASCHKE, « Verfassung und soziale Kräfte in der deutschen Stadt des späten Mittelalters, vornehmlich in Oberdeutschland », *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 46, 1959, p. 289-349 et 433-476.

²⁶ Johannes Bernhard MENKE, « Geschichtsschreibung und Politik... », (note 13).

²⁷ Heinrich SCHMIDT, *Die deutschen Städtechroniken...*, (note 13).

²⁸ Gudrun GLEBA, *Die Gemeinde als alternatives Ordnungsmodell. Zur sozialen und politischen Differenzierung des Gemeindebegriffs in den innerstädtischen Auseinandersetzungen des 14. und 15. Jahrhunderts*. Mainz, Magdeburg, München, Lübeck, Köln-Wien, 1989.

²⁹ Reinhard BARTH, *Argumentation und Selbstverständnis der Bürgeropposition in städtischen Auseinandersetzungen des Spätmittelalters. Lübeck 1403-1408, Braunschweig 1374-1376, Mainz 1444-1446, Köln 1396-1400*, Hamburg, 1974, p. 25-120. Rhiman A. ROTZ, « The Lubeck Uprising of 1408 and the Decline of the Hanseatic League », *Proceedings of the American Philosophical Society*, 121, 1977, p. 1-45. Friedrich Bernward FAHLBUSCH, *Städte und Königtum im frühen 15. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Geschichte Sigmunds von Luxemburg*, Köln-Wien, 1983, p. 82-95.

³⁰ Wilfried EHBRECHT, « Form und Bedeutung innerstädtischer Kämpfe am Übergang vom Mittelalter zur Neuzeit: Minden 1405-1535 », dans Wilfried EHBRECHT [dir.], *Städtische Führungsgruppen und Gemeinde in der werdenden Neuzeit*, Köln-Wien, 1980, p. 115-152.

Kunzelmann contre les Roth dans le second³¹. À Hildesheim, l'étude minutieuse du déroulement des troubles de 1343 (*uplop*) a montré que les étapes du conflit étaient essentiellement à chercher, sur fond de crise financière, au sein des huit « vieilles » familles qui détenaient alors près des deux tiers des 36 sièges du Conseil et non parmi les *homines novi* menant la fronde, qui finirent certes par entrer dans le nouvel organe politique, mais aux côtés des représentants de l'ancien Conseil³². À Constance également, l'étude des cinq grands troubles urbains survenus entre 1342 et 1430 a détaché le rôle central des troubles de 1370 au cours desquels un groupe de cinq familles patriciennes jusqu'alors exclues du gouvernement a œuvré aux côtés des métiers pour se partager ensuite un pouvoir défini sur de nouvelles bases³³. Une étude de l'évolution politique et sociale à Spire au XVe siècle a repris de façon convaincante la thèse d'une redistribution du pouvoir par le jeu des factions patriciennes et marchandes parvenant en 1304 à éliminer à la fois « par le haut » les anciennes élites des monétaires de la ville (*Münzerhaus-genossenschaft*) et « par le bas » les métiers les plus évolués qui souhaitaient à cette occasion faire leur entrée dans les instances du Conseil³⁴. Cette double exclusion fut certes provisoire puisque peu après les monétaires parvinrent à regagner une place influente au Conseil, succès auquel en revanche les métiers ne parvinrent pas. Il n'en demeure pas moins que ce conflit de 1304 met en lumière l'instrumentalisation et les diverses stratégies d'entente dont les élites sont capables pour partager le pouvoir effectif en ville. Ce choix méthodologique d'observer les conflits et troubles urbains au sein même des groupes au pouvoir ou des cercles gravitant autour du Conseil (qui sont souvent les mêmes par familles et mariages interposés) a pu dans certains cas conduire à réviser l'impression de tranquillité que telle ou telle ville pouvait dégager en l'absence d'une grave commotion jetant les métiers dans la rue. C'est un peu le cas de Göttingen dont la recherche a longtemps fait un havre de paix avant les troubles de la Réforme au XVIe siècle. Une étude récente³⁵ nuance cette image en montrant que des conflits feutrés (que justement les sources n'amplifient pas sans doute par désir conscient de réserve et de non-publicité de la part des autorités urbaines) se sont déroulés en 1355 entre les membres du Conseil et les milieux marchands fortunés sur le partage des bénéfices du change et de la monnaie. À un moment du conflit, le conseiller Hermann Stote essaya même d'appuyer sa position en faisant appel à certains corps de métier, tentative qui se solda par un échec et le contraint à se réfugier à Francfort, sans doute parce que cet appel lancé aux métiers à entrer sur la scène politique avait effrayé les milieux du Conseil et de la marchandise qui entrevirent le danger d'une telle intervention. Plusieurs familles payèrent de la disparition de leur influence politique ce choix d'un coup de force au sein du Conseil et furent remplacées par quelques nouveaux venus : mais la paix extérieure avait été préservée et le fonctionnement du Conseil n'en sortit pas altéré. Ce n'est donc pas parce que les sources ne font pas état de troubles graves qu'il faut toujours en conclure à une paix publique exceptionnelle : une apparente tranquillité peut très bien s'accommoder de luttes féroces de pouvoir derrière les portes closes du Conseil, ce qui est aussi une manière de faire le consensus politique dans la cité... Le cas de la ville de Francfort, généralement tenue pour un modèle de stabilité et de domination patricienne aux XVe et XVIe siècles, peut très bien en fournir une preuve supplémentaire³⁶. Dans cette ville, le consensus avait été érigé par le Conseil en base du succès des foires et du déroulement de l'élection du Roi des Romains. Lorsqu'en 1366 plusieurs métiers prirent la tête d'une commotion visant à élargir le

³¹ Détails et renvois bibliographiques dans Alfred HAVERKAMP, « Innerstädtische Auseinandersetzungen und Überlokale Zusammenhänge in deutschen Städten während der ersten Hälfte des 14. Jahrhunderts », dans Reinhard ELZE, Gina FASOLI [dir.], *Stadtadel und Bürgertum in den italienischen und deutschen Städten des Spätmittelalters*, Berlin, 1991, p. 89-126, ici p. 111-115.

³² Brigide SCHWARZ, « Der uplop van den penninghen in Hildesheim 13143 », dans Wilfried EHBRECHT [dir.], *Städtische Führungsgruppen....*, (note 30), p. 99-113.

³³ Edi JOOS, « Die Unruhen der Stadt Konstanz 1300-1450 », *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, 116, 1968, p. 31-58.

³⁴ Ernst VOLTMER, *Reichsstadt und Herrschaft. Zur Geschichte der Stadt Speyer im hohen und späten Mittelalter*, Trier, 1981.

³⁵ Helge STEENWEG, *Göttingen um 1400. Sozialstruktur und Sozialtopographie einer mittelalterlichen Stadt*, Bielefeld, 1994, p. 110-115.

³⁶ Pierre MONNET, *Les Rohrbach de Francfort. Pouvoirs, affaires et parenté à l'aube de la Renaissance allemande*, Genève, 1997.

pouvoir des deux bancs du Conseil, ces derniers réagirent en proposant d'aller de l'avant pour sortir de la crise, c'est-à-dire de parachever l'autonomie urbaine par l'achat de la charge d'écoutète impérial³⁷. Ce choix politique, associant provisoirement une partie des métiers les plus évolués, n'a pas regroupé tout le patriciat en place avant 1366 (une partie se repliant sur l'extérieur de la ville et achevant de rejoindre la noblesse territoriale), mais a permis de régler le conflit latent sans mettre à mal l'unité de la couche dirigeante. Cependant, on trouverait à grand peine l'écho réel de cette évolution dans les chroniques de la ville³⁸.

Puisque les troubles autrefois baptisés de proto-révolutionnaires ou volontiers interprétés comme les premiers coups portés par une bourgeoisie artisanale et marchande aux vieilles élites de la seigneurie et de la féodalité n'avaient en fait ni changé la société ni chassé les couches dirigeantes déjà en place au XIII^e siècle, il fallut bien se demander si les troubles urbains ne faisaient pas partie d'un mode « normal » d'exercice du pouvoir citadin³⁹ (tout au moins jusqu'à la veille de la Réforme qui voit se mettre en place, fait nouveau, une criminalisation des troubles) afin de réactualiser et de restaurer, parfois sur des bases réaménagées mais presque toujours par le serment, les normes inchangées du gouvernement urbain : la paix, l'entente et le Bien Commun. La relative longévité des élites des villes allemandes au pouvoir entre le XIII^e et le XV^e siècle (car, finalement, les villes où elles se maintinrent comme à Francfort, Nuremberg, Ratisbonne... l'emportent sur celles où elles durent quitter la place) pourrait ainsi s'expliquer par le penchant naturel du corps et des institutions urbains (en tant que commune) au compromis et aux coalitions, interprétation qui rend quelque peu obsolète la trilogie piérennienne des troubles urbains d'Occident (bourgeois contre seigneur, métiers contre patriciens et pauvres contre riches)⁴⁰ bâtie en partie sur l'image que renvoyait la mémoire contemporaine des troubles.

Très souvent en effet les sources présentent les conflits comme le résultat d'une opposition entre les riches et puissants d'une part et le Commun des bourgeois de l'autre. C'est ce que semblent rapporter par exemple la *Schöppenchronik* de Magdebourg pour l'année 1330 au sujet du « désaccord (*twidracht*) opposant le Commun (*meinheit*) et les riches (*rikesten*) ou supérieurs (*obbersten*) »⁴¹ ou bien les chroniques d'Erfurt au sujet des troubles intra-urbains de 1309-1310, quand « il se produisit une désunion (*zweitragt*) entre le commun peuple et les riches hommes »⁴² ou bien lorsqu'« un grand désaccord (*zweiunge*) survint entre les riches et le Commun ». Or, on sait bien que les « riches » et puissants ainsi désignés sont bien les maîtres et dirigeants de la cité et, à ce titre, placés au centre du Commun et non pas exclus du serment de bourgeoisie. Par conséquent, la formulation signifie que l'on a ici affaire à une pensée politique qui partage en quelque sorte le travail de la communauté et le bien être de la cité : aux riches et puissants de gouverner avec leur capital et leur savoir, au reste du Commun de contribuer par son travail, ses armes et ses ressources à la défense de la ville en danger⁴³. Comme une étude l'a bien montré à propos de la situation sociale et politique de Wurtzbourg, c'est bien la capacité à agir politiquement au Conseil qui représente la ligne de démarcation décisive entre ce que les textes

³⁷ Pierre MONNET, « Le financement de l'indépendance urbaine par les élites argentées: l'exemple de Francfort au XIV^e siècle », dans *L'argent au Moyen Âge* (Congrès de la SHMES de Clermont-Ferrand, mai 1997), Paris, 1998, p. 187-207.

³⁸ Pierre MONNET, « Particularismes urbains et patriotisme local dans une ville allemande de la fin du Moyen Âge: Francfort et ses chroniques », dans Rainer BABEL, Jean-Marie MOEGLIN [dir.], *Identité régionale et conscience nationale en France et en Allemagne du Moyen Âge à l'époque moderne*, Sigmaringen, 1997, p. 389-400.

³⁹ Rhiman A. ROTZ, « Social Struggles' or the Price of Power? German Urban Uprisings in the Late Middle Ages », *Archiv für Reformationsgeschichte*, 76, 1985, p. 64-95.

⁴⁰ Alfred HAVERKAMP, « Innerstädtische Auseinandersetzungen... » (note 31).

⁴¹ *Die Chroniken der deutschen Städte* (7). *Die Chroniken der niedersächsischen Städte (Magdeburg 1: Die Magdeburger Schöppenchronik)*, Leipzig, 1869, p. 200. Voir Wilfried EHBRECHT, « Bürgertum und Obrigkeit in den hansischen Städten des Mittelalters », dans Wilhelm RAUSCH [dir.], *Die Stadt am Ausgang des Mittelalters*, (note 2), p. 275-302.

⁴² Rochus von LILIENCRON [éd.], *Dueringische Chronik des Johann Rothe*, Jena, 1859, p. 524. Voir Eberhard HOLTZ, « Zur politischen und rechtlichen Situation Erfurts im 15. Jahrhundert im Vergleich mit anderen mitteldeutschen Städten », dans Ulman WEISS [dir.], *Erfurt. Geschichte und Gegenwart*, Weimar, 1995, p. 95-105.

⁴³ Wilfried EHBRECHT, « Zu Ordnung und Selbstverständnis städtischer Gesellschaft im späten Mittelalter », *Blätter für deutsche Landesgeschichte*, 110, 1974, p. 83-103.

appellent ici la « *ryeche partye* » et le reste des « *Buorgere zuo Wirczburg* »⁴⁴. Il semble que, pour les chroniqueurs, le désordre surgisse quand justement l'élite des riches et des puissants ne gouverne pas, ou bien gouverne seulement dans son intérêt, en dehors du Commun.

Cela veut bien dire que dans toute commotion urbaine la responsabilité des élites est engagée, soit pour avoir failli aux tâches de son gouvernement, soit pour n'avoir pas su régler un conflit. On en veut pour preuve que la lettre des serments mettant fin au conflit reprend de nouveau la formulation « riches et Commun » dont la réunion constitue le pilier de la paix urbaine restaurée, ainsi à Augsbourg en 1368 lorsqu'en gage de concorde un nouveau corps (*Zunft*) est créée, étendu à l'ensemble de la ville et regroupant « *rich und arm* »⁴⁵. C'est en référence à la réunion restaurée des « pauvres et riches », au sens de gouvernants et gouvernés, qu'une statue de Roland est remplacée à Magdebourg en 1459 à l'issue d'un conflit comme cela avait été fait auparavant à Halberstadt en signe de concorde. D'une certaine façon, l'interprétation dominante des conflits par les contemporains, ceux qui du moins comme chroniqueurs ont eu la parole, peut se résumer ainsi : le trouble vise le Conseil urbain, conçu comme organe central du pouvoir, afin de remettre celui-ci dans le droit chemin d'un organe de représentation de toute la communauté. C'est d'ailleurs souvent parce que les troubles visent souvent à une restauration de l'ordre urbain effectif et efficace que les élites peuvent dégager une marge de manœuvre et de survie politiques. Car rien ne mine en effet le consensus très largement partagé, avant comme après les troubles, de voir le Conseil ordinairement dominé par ceux qui, dans la cité, combinent la richesse, le talent de gouverner et l'influence, ce que résume bien l'adjectif « *gewaltig* » employé par presque tous les chroniqueurs pour désigner les élites de leur ville.

On le voit, la définition des élites, par les chroniqueurs d'hier comme par les historiens d'aujourd'hui, est inséparable d'une définition de la cité, c'est-à-dire avant tout de sa communauté et de ses organes de représentation. Cette vision peut expliquer sans doute un légalisme ou en tout cas un besoin puissant de légitimité politique présents dans de très nombreux conflits urbains de la fin du Moyen Âge⁴⁶. Un exemple : le conflit qui a opposé en 1365-1366 le commun des bourgeois au Conseil de la ville de Brême s'est achevé par la résolution de ne plus accepter de nouveaux bourgeois avant d'avoir prêté un nouveau serment. On voit ici que le conflit, une fois surmonté, a abouti à un nouveau départ politique, à une refondation du pacte civique, à la tenue de nouveaux registres de bourgeoisie et à un lien manifeste entre le serment et le souvenir, mais le tout contrôlé par le Conseil, certes réaménagé, mais issu de l'ancien qui avait été contesté. De surcroît, on connaît l'épisode grâce à une chronique intégrant son déroulement et son règlement dans la mémoire urbaine officielle⁴⁷. Assez largement partagée devait être la philosophie politique d'un Burkard Zink exposant, dans sa chronique augsbourgeoise, la dérive politique du mauvais conseiller Ulrich Arzt en 1424 ou bien celle du puissant Peter Egen devenu Peter von Argon en 1442 et chassé d'Augsbourg en 1450⁴⁸, en stigmatisant leur souci de placer leur intérêt personnel au-dessus de l'intérêt commun et du droit de bourgeoisie de ce fait brisés (« *und also machet er*

⁴⁴ Winfried SCHICH, *Würzburg im Mittelalter: Studien zum Verhältnis von Topographie und Bevölkerungsstruktur im Mittelalter*, Köln, 1977.

⁴⁵ Friedrich BLENDINGER, « Die Zunfterhebung von 1368 in der Reichsstadt Augsburg. Ihre Voraussetzungen, Durchführung und Auswirkung », dans Franz QUARTHAL, Wilfried SETZLER [dir.], *Stadtverfassung, Verfassungsstaat, Pressepolitik. Festschrift für Eberhard Naujoks zum 65. Geburtstag*, Sigmaringen, 1980, p. 72-90. Jörg ROGGE, « *Ir freye wal zu haben*. Möglichkeiten, Probleme und Grenzen der politischen Partizipation in Augsburg zur Zeit der Zunftverfassung (1368-1548) », dans Klaus SCHREINER, Ulrich MEIER [dir.], *Stadtherrschaft und Bürgerfreiheit. Handlungsspielräume in deutschen und italienischen Städten des Späten Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Göttingen, 1994, p. 244-277.

⁴⁶ Marie Theres FÖGEN [dir.], *Ordnung und Aufruhr im Mittelalter. Historische und juristische Studien zur Rebellion*, Frankfurt am Main, 1995.

⁴⁷ Wilfried EHBRECHT, « *Uppe dat sulck grot vorderffnisse jo nicht meer enscheghe*. Konsens und Konflikt als eine Leitfrage städtischer Historiographie, nicht nur im Hanseraum », dans Peter JOHANEK [dir.], *Städtische Geschichtsschreibung im Spätmittelalter und in der Frühen Neuzeit*, Köln-Weimar-Wien, 2000, p. 51-109.

⁴⁸ Hartmut BOOCKMANN, « Spätmittelalterliche deutsche Stadt-Tyrannen », (note 11). Hartmut BOOCKMANN, « Aufstieg und Fall eines ehrgeizigen Stadtbürgers », dans ID., *Fürsten, Bürger, Edelleute. Lebensbilder aus dem späten Mittelalter*, München, 1994, p. 57-80.

ain pruch in das burgrecht von seinem aignen nutz wegen »)⁴⁹. On peut noter à cet endroit que l'argumentation employée par les écrits décrivant des conflits urbains, qu'ils émanent de milieux proches du pouvoir ou, plus rarement, de milieux s'en estimant exclus, reposait en dépit des oppositions sur une communauté rhétorique fondée sur l'intangibilité du Conseil comme symbole d'une ville unie, comme garant de la *concordia*, comme organe légitime par essence dont les compétences ne sont jamais discutées et auquel il n'existe pas d'alternative⁵⁰. S'agirait-il là d'un acquis de la chronistique urbaine de la fin du Moyen Âge, d'une constante de la mémoire écrite et mise en place au profit des élites ? L'hypothèse est probable et c'est ce qu'une réflexion portant sur la mémoire des conflits tentera ensuite de montrer. Mais on demeure également frappé de voir combien le règlement des conflits lui-même (la mémoire des conflits en constituant d'ailleurs un aspect par la mise en place d'une histoire acceptée) échappe rarement aux élites mises en cause et se joue en grande partie autour des organes du gouvernement urbain resté, avant comme après, aux mains d'un petit nombre.

Le règlement des conflits : une affaire entre oligarchies

On oublie trop souvent, remarque triviale mais importante, qu'un Conseil menacé par les troubles urbains ne dispose presque jamais d'une force de police suffisante et qu'une aide extérieure, si elle n'était pas savamment calculée, pouvait se révéler dangereuse. Dans bien des cas les autorités du Conseil sont donc laissées dans un premier temps à elles-mêmes. De nécessité, elles semblent avoir fait loi.

Le déroulement des conflits au sommet de la ville révèle une succession souvent identique qui mêle emprisonnement, fuite hors de la cité et confiscation des biens, comme à Lunebourg en 1454-1455. Il y a parfois mort d'homme : mort d'un bourgmestre et d'un conseiller à Brême en 1365⁵¹, pendaison et décapitation de huit conseillers à Brunswick en 1374 vraisemblablement sans procès, exécution du bourgmestre de Brême en 1431. Plus rarement on assiste à de véritables procès politiques⁵² et à des condamnations relevant ouvertement du règlement de comptes. Chronologiquement toutefois cette pratique semble s'intensifier à partir du milieu du XVe siècle, annonçant une criminalisation des troubles urbains au XVIe siècle. Ainsi peut-on penser que l'ancien bourgmestre de Lunebourg renversé en 1454, Johann Springgintgut, est opportunément décédé en prison en 1455 dans des circonstances obscures qui laissent à penser que l'on ne souhaitait pas de jugement⁵³. Une impression semblable se dégage de la manière dont, d'après la chronique du conseiller Johann Werkmann de Wismar rédigée vers 1428-1430, le bourgmestre Johann Bantzchow et le conseiller Hinrik van Haren furent décapités en 1427 lors d'une révolte menée certes par un artisan mais qui rencontra ici et là l'assentiment de quelques conseillers en place. D'autres cas, moins connus, peuvent être rangés dans cette catégorie de procès et d'exécutions effectués à la hâte, suivant une rapidité qui en dit long sur les luttes de faction au sein des équipes dirigeantes : ainsi du conseiller de Cracovie Andreas Wirsching au début du XVe siècle ou du responsable des comptes urbains de Schaffhouse Cuonrat Heggenzi en 1492⁵⁴.

⁴⁹ *Die Chroniken der deutschen Städte* (5). *Die Chroniken der schwäbischen Städte* (2 : Augsburg 1368-1468), Leipzig, 1865, p. 72-74.

⁵⁰ Reinhard BARTH, *Argumentation und Selbstverständnis der Bürgeropposition...*, (note 29)

⁵¹ Wilfried EHBRECHT, « Stadtkonflikte im östlichen Altsachsen », dans Werner FREITAG, Klaus Erich POLLMANN, Mathias PUHLE [dir.], *Politische, soziale und kulturelle Konflikte in der Geschichte von Sachsen-Anhalt*, Halle, 1999, p. 23-56 ici p. 28-36.

⁵² Friedrich BATTENBERG, *Herrschaft und Verfahren, Politische Prozesse im mittelalterlichen römisch-deutschen Reich*, Darmstadt, 1995. Ulrich ANDERMANN, « Politische Justiz im Spätmittelalter. Neue Fragen zu niederdeutschen Stadtkonflikten », dans Hans-Peter BECHT, Jörg SCHADT [dir.], *Wirtschaft – Gesellschaft – Städte. Festschrift für Bernhard Kirchgässner zum 75. Geburtstag*, Ubstadt-Weiher, 1998, p. 43-63.

⁵³ Bernd-Ulrich HERGEMÖLLER, 'Pfaffenkriege' im spätmittelalterlichen Hanseraum. *Quelle und Studien zu Braunschweig, Osnabrück, Lüneburg und Rostock*, Köln-Wien, 1988, p. 153. ID., « Krisenerscheinungen kirchlicher Machtpositionen in hansischen Städten des 15. Jahrhunderts », dans Wilfried EHBRECHT [dir.], *Städtische Führungsgruppen...*, (note 30), p. 313-348.

⁵⁴ Gerhard FOUQUET, « Die Affäre Niklas Muffel. Die Hinrichtung eines Nürnberger Patriziers im Jahre 1469 », *Vierteljahrschrift für Sozial- und Wirtschaftsgeschichte*, 83, 1994, p. 459-500, ici p. 465-466.

Il conviendrait bien entendu de mener une enquête plus approfondie sur les mesures de violence et de discrimination prises au cours des premiers épisodes des troubles et en particulier de faire le bilan des bannissements ayant frappé les élites, mesures transitoires ou plus définitives qui doivent être intégrées dans une réflexion plus large sur la mobilité des familles dirigeantes d'une ville à l'autre. Sur un autre plan, on a récemment pu montrer qu'à côté d'une indéniable dimension politique et économique, les conflits mettant en scène des clans et des figures de l'élite dirigeante comportaient une dimension symbolique non moins essentielle touchant à l'honneur des fonctions et des personnes. Le conflit qui oppose la famille des bourgmestres Wulflam à Karsten Sarnow à Stralsund en 1392-1394⁵⁵, les troubles conduits par Ludeke Hollant de Brunswick en 1488-1491 contre les élites établies du Conseil de la ville⁵⁶, montrent toute la puissance du registre des honneurs et déshonneurs mobilisés dans les luttes : enterrement du banni hors de la ville dans le cas de Stralsund, injures et moqueries faites sur le nom, l'origine, la profession ou les trop fraîches armes chevaleresques du conseiller de Brunswick, le riche pelletier Hollant, traité de « peau de chat » par ses détracteurs. On rencontre également le cas, un peu partout cette fois, d'une réécriture des ordonnances somptuaires afin d'interdire à tel groupe ou tel clan en voie d'ascension le port d'un costume ou d'une étoffe jugés trop ambitieux voire séditieux... À Augsbourg, l'élite dirigeante du Conseil qui avait été menacée par la pratique personnelle du pouvoir de Peter Egen ou von Argun banni en 1450 n'autorise pas que les funérailles de ce dernier, mort en exil à Vienne en 1452, puissent revêtir une caractère officiel, même si par mesure d'apaisement on ouvrit les portes de la ville pour une cérémonie minimale.

En 1380, le 13 août, une cérémonie d'amende honorable vint mettre officiellement fin à la longue période de trouble qui avait débuté à Brunswick en 1374. Sur les marches de la cathédrale de Lübeck, en présence des conseillers des grandes villes de la Hanse, huit conseillers brunswickois et huit anciens conseillers chassés en 1374 durent demander gracieusement le retour de la ville dans la ligue hanséatique. En signe de réconciliation, une chapelle dédiée à saint Auctor devait être construite à la mémoire des huit conseillers et bourgmestres massacrés en 1374 tandis que huit conseillers devaient entreprendre un pèlerinage à Rome. Certes les élites patriciennes des autres villes de la Hanse présentes lors de la cérémonie lübeckoise ne parvinrent pas à restaurer l'ordre antérieur à 1374, mais elles purent tout au moins endiguer l'effet contagieux des événements de Brunswick sur les autres cités du Nord et préserver pour un temps leur propre pouvoir. Le rituel du retour de l'ancien Conseil de Lübeck en 1416 après les troubles mérite lui aussi l'attention : des envoyés du roi Sigismond ainsi que d'autres villes hanséatiques allèrent chercher les conseillers chassés hors de la ville, les firent entrer par la porte principale où les nouveaux conseillers les attendaient. Une procession fut organisée pour se rendre à une messe célébrée à la *Marienkirche* avant que le cortège ne se rende à l'Hôtel du Conseil. Le nouveau Conseil issu des troubles démissionne, demande pardon à l'ancien et lui remet les sceaux, les livres et les clés de la ville. L'ancien Conseil restauré se reforme en s'élargissant à cinq membres du Conseil provisoirement formé pendant les troubles. Trois jours plus tard les femmes des anciens conseillers peuvent elles aussi rentrer en ville. En décrivant un rituel semblable pour l'année 1396, l'auteur anonyme de la *Koelhoffsche Chronik*⁵⁷ en appelle également un siècle plus tard aux conseillers en place afin de ne pas ruiner leur position par de trop graves désaccords⁵⁸. Le règlement d'un conflit, en particulier la scène de la réconciliation, fait de manière générale appel à un registre des gestes et des rituels dont

⁵⁵ Jörg ROGGE, « Ehrverletzungen und Entehrungen in politischen Konflikten in spätmittelalterlichen Städten », dans Klaus SCHREINER, Gerd SCHWERHOFF [dir.], *Verletzte Ehre. Ehrkonflikte in Gesellschaften des Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Köln-Weimar-Wien, 1995, p. 110-143.

⁵⁶ Matthias PUHLE, « Die Braunschweiger, Schichten des späten Mittelalters und ihre verfassungsrechtlichen Folgen », dans Manfred R. W. GARZMANN [dir.], *Rat und Verfassung im mittelalterlichen Braunschweig*, Braunschweig, 1986, p. 235-251. Wilfried EHBRECHT, « Die Braunschweiger Schicht von 1488. Ein Stadtkonflikt als Exempel für Misgunst und Ehrgeiz in den städtischen Führungsfamilien », dans Herbert BLUME, Eberhard ROHSE [dir.], *Hermann Bote. Städtisch-hansischer Autor in Braunschweig 1488-1988*, Tübingen, 1991, p. 109-132.

⁵⁷ *Die Chroniken der deutschen Städte* (14). *Die Chroniken der niederrheinischen Städte* (3 : Köln 1273-1499), Leipzig, 1877, p. 733.

⁵⁸ Wolfgang HERBORN, *Die politische Führungsschicht der Stadt Köln im Spätmittelalter*, Bonn, 1977. Klaus MILITZER, *Ursachen und Folgen der innerstädtischen Auseinandersetzungen in Köln in der zweiten Hälfte des 14. Jahrhunderts*, Köln, 1980.

les codes, religieux et politiques, paraissent se situer pour l'essentiel dans un répertoire plus proche de l'honneur des gouvernants que de celui des gouvernés.

Cela explique peut-être pourquoi l'argument de la tyrannie, dans une Allemagne urbaine sans podestat ni « seigneurie urbaine » à l'italienne, lorsqu'un conseiller puissant tentait de s'imposer au sein du Conseil, fut plusieurs fois utilisé non tant par les métiers remuants que par les conseillers déjà en place recourant à cet argumentaire ainsi érigé en thématique de régulation du pouvoir parmi les élites dirigeantes. Il est d'ailleurs intéressant de voir qu'à de très rares exceptions près (à Zurich entre 1336 et 1360 par exemple en la personne du *primus magister civium* Rudolf Brun)⁵⁹, aucune tentative de pouvoir personnel n'a pu s'imposer avec succès dans les villes allemandes et que ces tentatives ne jouirent d'aucun soutien de la part du souverain : ni Siboto Stolzirsch à Augsbourg en 1303⁶⁰, ni le clan familial des Auer à Ratisbonne 1330-1334, ni Ulrich Kunzelmann à Ulm en 1328-1330, ni le patricien Rienoldt à Lindau en 1390 ne réussirent à s'imposer seuls à la tête du gouvernement urbain, c'est-à-dire à l'exclusion des autres cercles dirigeants. De même, les tentatives malheureuses de pouvoir personnel de Heinrich Toppler à Rothenbourg en 1408, de Peter Egen ou von Argun en 1450 à Augsbourg, de Heinrich Rubenow à Greifswald en 1462, de Ulrich Schwarz à Augsbourg en 1478 et de Hans Waldmann en 1489 à Zurich montrent que la pratique oligarchique du pouvoir urbain devait demeurer collective et que toute sortie de crise devait se faire par et avec le groupe⁶¹. Il semble surtout que l'échec de ces tentatives de pouvoir personnel tienne à l'incapacité dans laquelle furent ces hommes riches et puissants, arrivés au sommet de leurs cités respectives, à réunir une clientèle parmi les élites dirigeantes mêmes, soit faute d'un « programme » politique, soit plutôt en raison de l'attachement de ces élites à un système de gouvernement dans lequel le bien commun était aux mains d'un petit groupe aux yeux duquel le privilège de gouverner appartenait à plusieurs et non à un seul. Le conflit au sein des élites n'est donc pas avant tout un problème de richesse ou même de prestige social mais un problème de philosophie politique, de mode de gouvernement urbain. En tout cas, même si ici et là les doubles élections royales (Frédéric le Beau contre Louis le Bavaïois en 1314 ou Charles IV contre ce dernier en 1346) relayées localement par des doubles élections archiépiscopales (ainsi à Cologne ou bien à Brême) purent conduire à la formation de « partis » au sein des groupes dirigeants, on ne trouve pas l'équivalent des Guelfes et des Gibelins dans les villes allemandes, comme si en dépit des dissensions, le caractère communal de la cité l'avait emporté afin de limiter au mieux l'intervention du prince voisin ou du roi qui montra d'ailleurs une politique plus pragmatique que cohérente et doctrinaire.

À ce propos, si à Augsbourg (en faveur de la famille des Auer, mais pour un temps seulement)⁶², à Nuremberg (1349) et à Francfort (1366), le souverain s'est engagé aux côtés du patriciat en place, il soutint ailleurs un équilibre entre métiers et cercles patriciens comme à Ulm en 1348, voire avalisa la domination des métiers comme dans les villes souabes de Nördlingen, Memmingen, Ravensbourg et Kaufbeuren entre 1347 et 1350. Au XVe siècle, l'intervention royale dans les conflits urbains fut également mesurée, soit que le pouvoir royal avait continué à perdre de son efficacité réglementaire dans l'Empire, soit que les autorités urbaines aient répugné à faire appel à un roi sans cesse en quête d'argent et enclin à tirer un profit financier de toute querelle susceptible de provoquer son entregent. Sigismond par exemple a bien tenté d'intervenir de manière active et en faveur des élites établies dans le conflit urbain qui déchirait l'ancien et le nouveau Conseil à Brême, d'ailleurs exclue de la Hanse pour cette raison depuis 1426. Mais il est intéressant de constater que le conflit s'est finalement résolu plus ou moins sans lui entre 1433 et 1436 alors que le souverain était tout absorbé par l'évolution du concile de Bâle⁶³. On peut même se demander si un compromis n'est pas intervenu à partir du moment où les signes d'un désengagement royal

⁵⁹ Anton LARGIADER, *Bürgermeister Rudolf Brun und die Zürcher Revolution von 1336*, Zürich, 1936.

⁶⁰ Karl BOSL, *Die wirtschaftliche und gesellschaftliche Entwicklung des Augsburger Bürgertums vom 10. bis zum 14. Jahrhundert*, München, 1969. Wolfgang ZORN, *Augsburg. Geschichte einer deutschen Stadt*, Augsburg, 1972.

⁶¹ Hartmut BOOCKMANN, « Spätmittelalterliche deutsche Stadt-Tyrannen », (note 11).

⁶² Johann SCHMUCK, *Ludwig der Bayer und die Reichsstadt Regensburg*, Regensburg, 1997. Peter SCHMID [dir.], *Geschichte der Stadt Regensburg*, Regensburg, 2000.

⁶³ Friedrich Bernward FAHLBUSCH, *Städte und Königtum im frühen 15. Jahrhundert. Ein Beitrag zur Geschichte Sigmunds von Luxemburg*, Köln-Wien, 1983, p. 211-212.

devinrent visibles (ce qui n'empêchait pas le roi et surtout son chancelier de continuer de loin à s'engager, par mise au ban d'Empire interposée, dans la résolution du conflit brêmeois). Certes Sigismond n'a pas caché son soutien pour les Conseils en place quand ceux-ci étaient malmenés par des protestations visant non tant à les renverser qu'à en élargir l'accès. Peu avant sa mort, il put encore écrire à toutes les villes que de tels troubles « n'apporteraient aucun profit ni honneur aux villes concernées mais seulement le désordre, la mésentente, la corruption comme on l'a vu à Constance, Brême, Wismar, Stettin, Halberstadt et dans d'autres villes où l'on a malheureusement constaté l'apparition de conseils extraordinaires et secrets »⁶⁴. Une telle déclaration d'intention n'a cependant rien empêché car, pour être vraiment efficace, il eût fallu qu'une telle politique s'appuyât sur une réelle et tangible réforme de l'Empire, qui était loin de seulement concerner les villes et leurs élites. Pour la seconde moitié du XVe siècle, une récente étude sur les conflits urbains surgis à Schweinfurt (1446-1448), Lunebourg (1456-1457) et Augsbourg (1477-1478)⁶⁵ a pu montrer que, dans le premier cas, Frédéric III s'est plutôt engagé politiquement en faveur d'un compromis favorable au retour d'un ordre ancien certes réaménagé et que, dans le second cas, il a surtout recherché l'opportunité financière d'une solution favorable également aux élites renversées. Quant aux événements d'Augsbourg, ils traduisent un troisième cas de figure, celui de l'impossibilité pour un clan au pouvoir de mener une politique interne sans au moins prendre en considération la dimension impériale, aussi flétrie et lointaine qu'elle puisse apparaître. En effet, le conseiller augsbourgeois Ulrich Schwarz et ses partisans emprisonnèrent puis exécutèrent en 1477 leurs opposants du Conseil Hans Vittel et son frère Leonhard peu après leur retour de la cour impériale sous prétexte que ces derniers auraient tenté de gagner l'empereur à leur cause politique contre la faction Schwarz⁶⁶. Confronté à une protestation très vive de Frédéric III, Ulrich Schwarz tenta de justifier l'exécution politique en accusant les Vittel d'avoir provoqué « une inimitié, une désunion et une tentative de soulèvement au sein du Commun ». Peu porté à se laisser convaincre par cette version, le souverain appuya secrètement les partisans du clan des Vittel qui renversèrent et firent exécuter Ulrich Schwarz en 1478. Dans ce cas précis, on voit que le roi, sans intervenir directement dans un conflit opposant deux factions hostiles du Conseil, laisse l'un des deux groupes utiliser tactiquement à son profit l'argument de la faveur et de la protection royales. Le pouvoir de l'empereur ne suffisait sans doute plus à installer à sa guise des Conseils tout dévoués à la tête des cités, mais il n'était pas encore si amoindri qu'on pût impunément l'ignorer. Quoi qu'il en soit et que l'on ait eu affaire à un engagement actif, ou bien feutré ou bien « en creux » du pouvoir royal dans les conflits internes d'une cité, la fiction d'un scénario laissant croire à une autorégulation communale du conflit a toujours été respectée, sans doute parce que les élites au pouvoir, anciennes ou nouvelles, avaient besoin de cette fiction pour continuer à gouverner. Cette constatation explique peut-être qu'une partie de l'historiographie allemande, spécialement est-allemande, ait baptisé de « combats bourgeois », *Bürgerkämpfe* (Czok, Engel), des troubles apparemment exclusivement motivés par une lutte de pouvoir entre bourgeois mêmes sans que le caractère communal de la cité en sorte transformé par une trop forte intervention extérieure et sans que la noblesse, vivant en ville ou à l'extérieur, ait pu jouer un rôle décisif dans l'évolution à long terme d'un gouvernement urbain qui, malgré les crises et les conflits, montrait des tendances sans cesse accentuées à l'institutionnalisation et à la bureaucratiation.

Un phénomène particulier est toutefois constitué par l'attitude des villes entre elles face aux troubles et révoltes survenus dans l'une d'elles. Ainsi quatre villes de Poméranie en 1352 décidèrent de se prêter mutuellement secours « *si aliqui consules vel cives in aliqua dictarum civitatum inter se ligarent aut discordarent* ». Les villes saxonnes suivent cet exemple dès 1360 puis après la constitution de leur fédération, mais aussi la Hanse qui a joué un rôle de régulation des conflits en excluant provisoirement de la confédération urbaine une cité en proie aux troubles. Brunswick fut ainsi exclue pour cinq ans en 1375 et les produits de son commerce boycottés. Des mesures

⁶⁴ *Ibid.*, p. 216.

⁶⁵ Ralf MITSCH, « Das Eingreifen Friedrichs III. in innerstädtische Konflikte. Aspekte von Herrschaft und Regierung im Reich des ausgehenden Mittelalters », *Zeitschrift für historische Forschung*, 25, 1998, p. 1-54.

⁶⁶ Jörg ROGGE, *Für den Gemeinen Nutzen. Politisches Handeln und Politikverständnis von Rat und Bürgerschaft in Augsburg im Spätmittelalter*, Augsburg, 1996.

voisines de rétorsion furent prises à l'encontre de Stralsund en 1386, de Halberstadt en 1423-1425 ou de Brême en 1426. Dès 1418 Lübeck faisait adopter des statuts « anti-révolte » par la diète de la Hanse (exclusion d'une ville en proie aux troubles ou bien au Conseil renversé, et interdiction faite aux villes membres de donner asile aux fauteurs de troubles), dispositions qui se heurtèrent parfois au refus de certains Conseils, tels ceux de Stade et Stettin, choqués par cette intrusion dans leur autonomie, mesures toutefois élargies à 64 villes de la Hanse par la « *tohopesate* » de 1447⁶⁷. On a pu voir là le jeu de la solidarité entre cercles dirigeants parfois apparentés, en tout cas habitués à se fréquenter et à se soutenir. Et de fait, les conseillers de Hambourg, Lübeck et Hambourg n'ont pas ménagé leurs efforts pour ramener l'ordre et la paix à Brunswick, pour permettre aux bannis de rentrer et pour faire ériger une chapelle d'expiation en l'honneur du patron urbain, saint Auctor, dont il fallut d'ailleurs raviver la mémoire lorsque de nouveaux troubles éclatèrent en 1445. Mais au-delà de cette opportunité, de cette solidarité entre groupes dirigeants (qui trouve d'ailleurs son équivalent dans une semblable solidarité entre métiers de plusieurs villes...), le caractère fédératif de la ligue elle-même, formée par serment juré, poussait, comme à l'intérieur de chaque communauté urbaine, à terminer le conflit par un accord qui pût préserver le caractère « consensuel » de l'institution. C'est d'ailleurs cette volonté de faire passer la paix urbaine avant tout qui explique que la Hanse ait agi, dans d'autres cas, en entérinant cette fois les changements politiques issus d'une révolte urbaine, ainsi à Cologne, Dortmund, Soest ou Münster. D'autres conflits révèlent ailleurs, l'attention permanente que les villes voisines accordaient à l'éclatement et au règlement des conflits dans une cité. Par l'envoi d'émissaires et de conciliateurs, elles offraient souvent leur intermédiaire pour mettre fin à une déstabilisation de l'ordre urbain : ainsi de Nuremberg, Rothenbourg ou Nördlingen en faveur de Schweinfurt (1446-1448). Dans de nombreux cas, il s'agissait pour les villes voisines d'aider à restaurer en partie le pouvoir des anciennes élites malmenées par les troubles. À Mayence, le Conseil jusqu'alors exclusivement réservé aux lignages proches de l'archevêque, seigneur de la ville, fut attaqué en 1332 par une partie des métiers et des marchands conduits par quelques patriciens rebelles (les frères Rebstock). 129 membres de l'oligarchie dirigeante durent fuir précipitamment la ville et les Conseils voisins de Worms, Spire et Francfort⁶⁸ entamèrent des manœuvres de conciliation afin de faire rentrer les exilés⁶⁹. Au même moment, la ville de Spire était également en proie à un conflit larvé qui opposait les élites anciennes des *Hausgenossen* à la couche supérieure des artisans et marchands les plus riches. À la différence de Mayence où les 129 exilés avaient fait bloc, le groupe des élites anciennes de Spire éclata en deux groupes, le premier ralliant le nouveau Conseil tandis que le second rassemblait les opposants qui restèrent bannis. Au cours de ces événements, on vit aussi les Conseils voisins de Francfort, Worms et cette fois Mayence jouer les médiateurs, rôle facilité par les liens économiques et politiques tissés entre ces villes rhénanes. Déroulement des conflits, rituels de réconciliation, intervention calculée du roi ou des autres villes : bien des signes militent en faveur d'un règlement des conflits pris en mains par les élites d'un Conseil restant la pierre angulaire du pouvoir comme de ses contestations. L'élaboration d'une mémoire des conflits tendant à se transformer en une histoire officiellement acceptée de la ville peut constituer un autre signe d'un règlement des conflits par le haut.

La mémoire des conflits

Très nombreuses sont finalement⁷⁰ les chroniques urbaines de la fin du Moyen Âge à avoir gardé trace des conflits urbains, non seulement des tumultes survenus entre les métiers et les Conseils

⁶⁷ Wilfried EHBRECHT, « Hanse und mittelalterliche Bürgerkämpfe in Niedersachsen und Westfalen », *Niedersächsisches Jahrbuch*, 48, 1976, p. 77-105

⁶⁸ Joachim FISCHER, *Frankfurt und die Bürgerunruhen in Mainz (1332-1462)*, Mainz, 1958.

⁶⁹ Dieter DEMANDT, *Stadtherrschaft und Stadtfreiheit im Spannungsfeld von Geistlichkeit und Bürgerschaft in Mainz (11.-15. Jahrhundert)*, Wiesbaden, 1977.

⁷⁰ Laurence BUCHHOLZER, « Une affaire municipale à Rothenbourg/Tauber (1396-1404) », dans Patrick BOUCHERON, Jacques CHIFFOLEAU [dir.], *Religion et société urbaine au Moyen Âge. Etudes offertes à Jean-Louis Biget*, Paris, 2000, p. 201-224. L'auteur, qui regrette à juste titre la rareté des travaux sur les règlements de compte internes (p. 202), ne cite cependant pas une fois les travaux nombreux et anciens sur les conflits urbains menés par l'école allemande, à commencer par les analyses classiques d'Erich Maschke et les travaux plus récents de Wilfried

mais aussi au sein des Conseils mêmes. Le lien a d'ailleurs été depuis longtemps établi entre l'irruption d'un conflit et l'essor d'une historiographie urbaine. Mais la crise n'est pas seulement une situation favorable à l'éclosion d'une écriture historique, elle est aussi un moment au cours duquel s'expriment les représentations politiques des groupes en cause, représentations que cette historiographie reflète, par ses affirmations comme par ses silences.

Le rappel d'un conflit interne au Conseil par le Conseil même peut d'abord agir comme mesure préventive et comme *damnatio memoriae* tout ensemble. On connaît ainsi le cas assez extraordinaire d'un livre de statuts urbains sur les vols, meurtres et incendies et peines correspondantes s'ouvrant par le rappel des délits commis par deux anciens conseillers. C'est le cas des deux conseillers Til Wardenberg et Albert Ratenow de la ville double de Berlin-Cölln dans les années 1380. Comme il a été démontré⁷¹, le livre dans lequel la mémoire des deux conseillers est ainsi damnée, doit moins être lu comme une chronique fidèle des événements que comme un traité sur les modes d'argumentation au service des dirigeants afin d'éliminer un adversaire politique par l'accusation de concussion, de trahison, d'excitation à la discorde, de conspiration... Jamais les intentions réelles ne sont révélées comme telles, c'est-à-dire la concurrence économique ou sociale entre les élites, les divergences de vues politiques, l'origine de tel ou tel conseiller, la dénonciation d'une ascension sociale trop rapide. Ce type de sources projette donc l'historien des conflits dans l'exacte distance qui sépare le discours normé des pratiques sociales et politiques. C'est aussi ce que font à leur manière les textes historiographiques : journaux, chroniques et mémoires.

Très célèbres sont les premiers mots du « *Schichtbuch* » ou « Livre des troubles » composé par Hermann Bote (vers 1450-1520) de Brunswick dans la deuxième décennie du XVI^e siècle et relatant la succession des commotions qui agitèrent la ville de 1292 à 1513 et auxquelles il accole des surnoms programmatiques qui tentent de décrire, sur un mode animalier, la complexité des soubresauts de la société urbaine : « la révolte des bœufs » pour 1292-1294, « la révolte des truies » pour 1374-1386, « la dispute des chiens » pour 1413-1420, « les loups menaçant le troupeau du berger » pour 1445-1446, « la révolte des ânes » pour 1488-1490 et enfin « la colère du cheval » pour 1513. Ainsi commence son texte : « Vous Conseils des villes, bourgmestres et conseillers, qui avez en charge le gouvernement des cités, prenez garde de ne point agiter les perles au nez des cochons. Car les cochons ne savent pas apprécier les perles à leur valeur et se vautrent dans la fange des ruelles... Ainsi arrive-t-il souvent que l'on se dispute jusqu'à ce que l'un tue l'autre et meurt avec ses ennemis. C'est ce qui s'est produit ici dans la ville de Brunswick avec moult mauvais propos attisés par le sourd aiguillon d'une haine ressassée, ce que je passerai sous silence car tenir sa langue est le meilleur service que l'on puisse rendre au bien commun... »⁷². Le conflit urbain ainsi annoncé, celui qui secoua la ville de Brunswick de 1374 à 1386 et au commencement duquel huit conseillers furent décapités tandis que les autres furent bannis, emprisonnés, leurs biens confisqués et leurs demeures brûlées, passe dans l'historiographie allemande pour un modèle du genre dans l'Allemagne septentrionale de la fin du Moyen Âge⁷³. Le

Ehbrecht. Elle ne fait pas non plus référence aux études des trente dernières années conduites sur l'historiographie urbaine de la fin du Moyen Âge, envahie par le récit des conflits internes et externes au groupe dirigeant, dont le *Schichtbuch* de Brunswick est un exemple qui en appelle beaucoup d'autres. Quant à la discrétion supposée des gouvernements urbains à taire leurs querelles (p. 203), elle semble être demeurée un vœu pieux à en juger par le nombre élevé d'interventions extérieures du roi, des princes et des autres Conseils de ville dans le règlement des conflits d'une cité, ce que d'ailleurs le cas étudié finit par prouver (p. 223-224). Enfin, nous pensons que l'éclatement des conflits venait précisément rappeler aux gouvernants de la ville la base du contrat civique issu du serment, signe que la confusion des affaires municipales et de celles des conseillers n'était pas « inhérente au système » (p. 217), même si elle est attestée dans la pratique...

⁷¹ Hartmut BOOCKMANN, *Das Mittelalter. Ein Lesebuch aus Texten und Zeugnissen des 6. bis 16. Jahrhunderts*, München, 1988, p. 280-282 et renvoi à la source : Paul CLAUSWITZ [éd.], *Berlinisches Stadtbuch*, Berlin, 1883, p. 183 et suiv.

⁷² *Die Chroniken der deutschen Städte. Die Chroniken der niedersächsischen Städte* (6 : Braunschweig 1), Leipzig, 1868, p. 311.

⁷³ Jürgen BOHMBACH, *Die Sozialstruktur Braunschweigs um 1400*, Braunschweig, 1973. Wilfried EHBRECHT, « Hanse und mittelalterliche Bürgerkämpfe in Niedersachsen und Westfalen », *Niedersächsisches Jahrbuch*, 48, 1976, p. 77-105. Mathias PUHLE, « Die 'Große Schicht' in Braunschweig », dans Jörgen BRÄCKER, Volker HENN, Rainer POSTEL [dir.], *Die Hanse. Lebenswirklichkeit und Mythos*, Lübeck, 1998, p. 812-822.

récit qu'en livre le chroniqueur n'est pas seulement intéressant pour le travail historiographique à l'œuvre à près d'un siècle et demi de distance, mais également pour le parti pris par l'auteur en faveur du Conseil renversé en 1374. Seulement l'argument mis en place par ce proche du pouvoir ne tourne pas autour de la défense des intérêts locaux et particuliers mais tient au souci pédagogique et moralisant d'avertir le lecteur des dangers de toute commotion qui s'en prend à l'ordre établi. Dans son récit, Bote ne méconnaît pas que régnait à Brunswick en 1374 une situation critique due à l'endettement exagéré de la ville mais il attribue la faute des désordres aux métiers envieux et jaloux du pouvoir qui formèrent, tout comme ils le firent encore lors des troubles de 1445-1446, un « *vorbunt* », une *conjuratio* qui de ce fait sapait les bases mêmes de l'édifice urbain conçu également comme une « conjuration »⁷⁴ mais d'une nature supérieure. Pour dénoncer cette pratique, il baptise les mécontents de « *partiebröder* », employant le terme de parti, de faction, à l'origine des maux de la cité. On voit bien sous la plume du chroniqueur proche des milieux au pouvoir vers 1500 que continuent de régner non seulement un certain légalisme (un Conseil est un Conseil) mais aussi une forme de « totalitarisme » de l'ordre juridique et institutionnel urbain. Cependant, à côté de cette présentation somme toute classique, le chroniqueur stigmatise aussi la position des puissants du Conseil qui ne surent pas prévoir la crise et il laisse même entendre que la chronologie décalée des huit exécutions sommaires de 1374 reflète en vérité les mésententes qui séparaient les grandes familles dirigeantes du Conseil déchu. Les révoltés semblèrent d'ailleurs faire eux-mêmes la différence dans la manière d'exécuter les conseillers puisque les six premiers furent vraisemblablement pendus tandis que les deux derniers furent décapités. Poursuivant son propos, Bote apostrophe de nouveau les dirigeants de la ville en décrivant cette fois les troubles advenus en 1445. À cette date en effet, afin de répondre à la revendication exprimée de limiter une pratique oligarchique et familiale du pouvoir toujours suspecte de népotisme et de corruption, le Conseil avait décidé que deux frères ne pourraient plus siéger ensemble au Conseil. Mais lequel des deux allait démissionner quand on sait que quitter un office avant l'heure pouvait être considéré comme suspect et que l'honneur⁷⁵ et la réputation du magistrat étaient alors en jeu ? On voit bien ici la difficulté à mettre en place le règlement d'un conflit parce que la concrétisation du compromis se heurte en l'occurrence à des codes de conduite et à des pratiques de pouvoir valorisées. Ce discours était en fait bien adressé au Conseil en place au moment où Bote écrivait un livre qui se faisait aussi véritable traité politique⁷⁶.

Depuis la fin des années 1950, les historiens allemands, de l'Ouest⁷⁷ comme de l'Est⁷⁸, ont résolument mis en lumière la fonction politique de l'écriture chronistique qui s'épanouit dans les villes allemandes aux XIV^e et XV^e siècles et constaté, en en tirant des conclusions divergentes, que la mémoire des conflits avait été presque exclusivement couchée par des auteurs appartenant aux couches dirigeantes de la ville. Il est en tout cas frappant de voir que les changements politiques intervenus au sommet de la cité, surtout quand il s'agissait de changements de factions au pouvoir, ont trouvé un écho et en même temps une légitimation dans des chroniques urbaines. Ainsi, en

⁷⁴ Joachim EHLERS, « Hermen Bote und die städtische Verfassungskrise seiner Zeit », dans Detlev SCHÖTTKER, Werner WUNDERLICH [dir.], *Hermen Bote. Braunschweiger Autor zwischen Mittelalter und Neuzeit*, Wiesbaden, 1987, p. 119-131. Hartmut BOOCKMANN, « Eine Krise im Zusammenleben einer Bürgerschaft und ein politologisches Modell aus dem 15. Jahrhundert. Der Braunschweiger Chronist Hermen Bote über den, Aufstandsversuch von 1445/1446 », dans Herbert BLUME, Eberhard ROHSE [dir.], *Hermann Bote. Städtisch-hansischer Autor in Braunschweig 1488-1988*, Tübingen, 1991, p. 133-154. Hartmut BOOCKMANN, « Ein skeptischer Bürger beschreibt Umsturzversuche », dans ID., *Fürsten, Bürger, Edelleute. Lebensbilder aus dem späten Mittelalter*, München, 1994, p. 151-181.

⁷⁵ Jörg ROGGE, « Ehrverletzungen und Entehrungen in politischen Konflikten in spätmittelalterlichen Städte », dans Klaus SCHREINER, Gerd SCHWERHOFF [dir.], *Verletzte Ehre. Ehrkonflikte in Gesellschaften des Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Köln-Weimar-Wien, 1995, p. 110-143.

⁷⁶ Wilfried EHBRECHT, « Eintracht und Zwietracht. Ursache, Anlaß, Verlauf und Wirkung von Stadtkonflikten », dans Mathias PUHLE [dir.], *Hanse, Städte, Bünde. Die sächsischen Städte zwischen Elbe und Weser um 1500*, Magdeburg, 1996, t. 1, p. 298-321.

⁷⁷ Peter MORAW, « Politische Sprache und Verfassungsdenken bei ausgewählten Geschichtsschreibern des deutschen 14. Jahrhunderts », dans Hans PATZE [dir.], *Geschichtsschreibung und Geschichtsbewusstsein im späten Mittelalter*, Sigmaringen, 1987, p. 175-205.

⁷⁸ Karl CZOK, « Bürgerkämpfe und Chronistik im deutschen Spätmittelalter », *Zeitschrift für Geschichtswissenschaft*, 10, 1962, p. 637-645.

1396, un nouveau Conseil entérine la fin de l'ancien régime patricien de Cologne. À cette occasion, une nouvelle « constitution » (*Verbundbrief*) est rédigée par le secrétaire de ville, auteur parallèlement d'un « Nouveau livre » (*dat nuwe boich*) qui explique le changement politique par l'incapacité des anciens lignages à gouverner, par leur corruption et par leurs conflits internes. Cet argument de la dispute des lignages comme source des dangers encourus par une ville est plus ou moins repris sous la plume de Hermen von Vechelde, auteur au début du XVe siècle d'une « *hemelik rekenscop* » ou « rapport secret » commandé par le nouveau Conseil de Brunswick mis en place après les troubles de 1386, œuvre qui devait être lue tous les trois ans en réunion plénière du Conseil en souvenir des troubles de 1374⁷⁹. Il est fort probable que l'appropriation de la mémoire urbaine par les élites en faveur d'une conscience politique fondée sur un patriotisme à échelle variable mêlant la ville et l'Empire⁸⁰, puisse être considérée comme une arme de combat dans les troubles urbains que ces élites eurent à affronter.

Un cas intéressant de réélaboration historiographique de la mémoire des troubles est constitué par la célèbre chronique urbaine de Diebold Schilling commandée par le Conseil de Berne en 1474 et remise aux magistrats par le chroniqueur en 1483 après corrections et censures⁸¹. Du troisième volet de cette *Amtliche Chronik* couvrant la période 1468-1480 directement vécue par l'auteur⁸², on possède deux versions, la première officielle et expurgée, la seconde non revue et destinée initialement à l'usage privé du chroniqueur. La comparaison des deux versions ainsi que la manière dont Diebold Schilling reprend et aménage des passages des chroniques officielles rédigées avant lui par Bendict Tschachtlan et Konrad Justinger montrent bien que le récit schillingien des années 1480 sur les troubles survenus en ville entre 1350 et 1384 tient compte des grandes figures appartenant aux réseaux alors au pouvoir à Berne depuis la « Twingherrenstreit » de 1470⁸³ pendant laquelle le pouvoir des Twingherren (conseillers détenteurs de seigneuries dans le plat-pays urbain) avait été contesté et à propos de laquelle il prend discrètement parti contre les métiers et en faveur des milieux nobles et patriciens de la société 'Zu Narren und Distelkamp' à laquelle il appartient.

Sur un plan similaire, on peut citer les chroniques augsbourgeoises de Hektor Müllich (1410/20-1489/90) très défavorables, comme d'ailleurs l'ensemble des chroniques de cette ville⁸⁴, à la brève prise de pouvoir d'Ulrich Schwarz en 1477-1478. La présentation des faits et les silences du chroniqueur⁸⁵ qui couvrent tel ou tel événement de ces années troublées incarnées par le mauvais bourgmestre Schwarz « qui fut plus puissant que personne à Augsbourg », traduisent l'orientation politique des conseillers victorieux de la crise de 1478 pour lesquels la paix de la cité et sa réputation extérieure doivent être placées à égalité et assurées par la fiction d'un égalitarisme au sein des élites : ce n'est évidemment pas le pouvoir du bourgmestre que l'on a craint à travers Schwarz, mais le pouvoir d'un seul homme délié des obligations de son clan et de ses réseaux de fidèles et d'amis. Il y évidemment grand intérêt à confronter ce type de chronique presque

⁷⁹ Hans-Leo REIMANN, *Unruhe und Aufruhr im mittelalterlichen Braunschweig*, Braunschweig, 1962.

⁸⁰ Heinz-Dieter HEIMANN, « Stadtideal und Stadtpatriotismus in der "Alten Stadt" am Beispiel der "Laudationes Coloniae" des Mittelalters und der Frühen Neuzeit », *Historisches Jahrbuch*, 111, 1991, p. 3-28. Pierre MONNET, « Particularismes urbains et patriotisme local... », (note 38).

⁸¹ Kathrin Utz TREMP, « Die befleckte Handfeste. Die innerstädtischen Unruhen im Spiegel der spätmittelalterlichen bernischen Chronistik », dans Hans HAEBERLI, Christoph von STEIGER [dir.], *Die Schweiz im Mittelalter in Diebold Schillings Spiezer Bilderchronik*, Luzern, 1991, p. 151.

⁸² Richard FELLER, Edgar BONJOUR, *Geschichtsschreibung der Schweiz vom Spätmittelalter zur Neuzeit*, Basel-Stuttgart, 1962, p. 40.

⁸³ François de CAPITANI, *Adel, Bürger und Zünfte im Bern des 15. Jahrhunderts*, Bern, 1982, p. 91-93.

⁸⁴ Dieter WEBER, *Geschichtsschreibung in Augsburg*, Augsburg, 1984. Peter JOHANEK, « Geschichtsschreibung und Geschichtsüberlieferung in Augsburg am Ausgang des Mittelalters » et Rolf KIESSLING, « Zum Augsburg-Bild in der Chronistik des 15. Jahrhunderts », dans Johannes JANOTA, Werner WILLIAMS-KRAPP [dir.], *Literarisches Leben in Augsburg während des 15. Jahrhunderts*, Tübingen, 1995, p. 160-182 et 183-215.

⁸⁵ Jörg ROGGE, « Vom Schweigen der Chronisten. Überlegungen zu Darstellung und Interpretation von Ratspolitik sowie Verfassungswandel in den Chroniken von Hektor Müllich, Ulrich Schwarz und Burkhard Zink », dans *Ibid.*, p. 216-239.

« officielle » rédigée par Müllich avec les fragments laissés par Ulrich Schwarz lui-même entre 1462 et la veille de son exécution en 1478. Le ton de ces mémoires est beaucoup plus politique et moins historique que la chronique précédente : dans un mouvement de justification, le bourgmestre déchu légitime la rapidité d'un changement social et politique contre l'apparente immobilité du récit historique.

L'écho des troubles urbains renvoyé par des écrits rédigés au sommet du pouvoir montre combien l'interprétation des faits a contribué à la mise en forme d'une pensée et d'un discours politiques assez élaborés s'articulant autour des notions de réforme, de paix, d'entente au sens social comme politique. Ainsi, lorsque Hektor Müllich et Burkard Zink évoquent dans leurs chroniques les troubles survenus à Mayence, ville « reconquise » par son seigneur archiépiscopal en 1462, ils rendent responsables les meilleurs bourgeois de la cité de la perte des libertés urbaines pour la ville dans son ensemble⁸⁶. Il y eut bien un débat politique et polémique parmi les élites d'Empire dans la seconde moitié du XVe siècle dont le genre chronistique est bien obligé de se faire l'écho même si le discours dominant et quelque peu figé que l'on peut y lire repose sur la conviction selon laquelle le Conseil garantit que chaque citoyen remplisse les fonctions de son état.

À côté de ces mémoires officielles et collectives restituées par les chroniques de ville, quand bien même elles ne seraient que la voix d'un groupe restreint de dirigeants, on peut trouver des paroles plus individuelles qui rendent également compte de l'existence de rapports tendus et exacerbés entre les élites de la cité. C'est le cas des témoignages autobiographiques qui prennent valeur de justification à la suite des démêlés de leur auteur avec sa cité ou son Conseil. Jörg Kazmeier par exemple, maire de Munich pendant les troubles de 1397-1403, ne relate les événements survenus en ville que pour mieux légitimer sa fuite et sa conduite⁸⁷. Banni en 1398, il rentre à Munich en 1403 et redevient bourgmestre et conseiller jusqu'à sa mort en 1417. De 1398 à 1403, du temps de son exil, il ne parle plus dans son récit que de « ceux de Munich »⁸⁸ tandis que, signe de désolidarisation, le « je » du narrateur et la ville ne sont plus jamais mentionnés ensemble. Ses notices s'arrêtent peu avant son retour, comme si la déception du combat politique perdu et la dérive d'une ville qui pour un temps ne le concernait plus, avaient laissé trop de traces pour reprendre le fil de la narration et le récit des meilleurs jours revenus⁸⁹. Il est en tout cas assuré que sa plume, utilisant une langue politique déconsidérant ouvertement l'adversaire politique qui l'a contraint à l'exil, emploie une rhétorique qui associe systématiquement le désordre à un groupe ambitieux de patriciens menés par un envieux, Ulrich Tichtl, lequel n'hésite pas selon lui à briser l'unanimité urbaine et à pervertir le fonctionnement du Conseil en créant des commissions à seul fin de procès politique. On ne trouvera assurément pas de portrait idéal de la ville sous cette plume inquiète et traquée, dont le ton rappelle à quelque distance les justifications du bourgmestre de Lunebourg Hinrik Lange (mort en 1467) confronté aux troubles de sa ville en 1454⁹⁰. Ce dernier, qui a pendant longtemps (1410-1467) tenu les comptes de la ville, a également rapporté les désordres survenus pendant ce que l'on a appelé à Lunebourg le *Prälatenkrieg* (1446-1471), non seulement comme observateur mais aussi comme acteur⁹¹. Il s'agissait d'un conflit opposant les clercs de la ville et le Conseil sur le partage des profits des salines, les premiers conduisant contre le second une faction de bourgeois afin de renverser le Conseil en place auquel appartenait Lange en personne, menacé dans sa vie et ses biens et emprisonné pour un temps. Conduit en résidence surveillée, il rédige sa chronique, d'abord pour lui-même. Il déclare certes vouloir faire la part des

⁸⁶ Dieter WEBER, *Geschichtsschreibung in Augsburg*, (note 84).

⁸⁷ Karl August von MUFFAT [éd.]. *Jörg Kazmair's Denkschrift über die Unruhen zu München in den Jahren 1397-1403*, dans *Die Chroniken der deutschen Städte* (15). *Die Chroniken der bayerischen Städte (Regensburg, Landshut, Mühlendorf, München)*, Leipzig, 1878, p. 411-583.

⁸⁸ *Ibid.*, p. 485.

⁸⁹ Gudrun GLEBA, « Die Aufzeichnungen des Münchener Bürgers Jörg Kazmair zu den Jahren 1397-1403. Eine Schrift zur mittelalterlichen Meinungsbildung », dans Peter JOHANEK [dir.], *Städtische Geschichtsschreibung im Spätmittelalter und in der Frühen Neuzeit*, Köln-Weimar-Wien, 2000, p. 215-232.

⁹⁰ *Die Chroniken der deutschen Städte* (36). *Die Chroniken der niedersächsischen Städte (Lüneburg)*, Stuttgart, 1931.

⁹¹ Urs Martin ZAHND, « Stadtchroniken und autobiographische Mitteilungen. Studien zur Selbstdarstellung spätmittelalterlicher Bürger », dans Klaus ARNOLD, Sabine SCHMOLINSKY, Urs Martin ZAHND [dir.], *Das dargestellte Ich. Studien zu Selbsteugnissen des späteren Mittelalters und der Frühen Neuzeit*, Bochum, 1999, p. 29-52.

choses et ne pas prendre parti mais son texte penche en faveur de l'ordre établi incarné par un Conseil mesuré guidé par la poursuite du bien commun, du bien urbain. Ici aussi on ne tarde pas à reconnaître une instrumentalisation du bien commun et du bonheur urbain en faveur d'une condamnation des conflits : les auteurs de troubles sont ceux qui perdent de vue l'intérêt commun.

Un cas plus connu encore de mémoire combative dans l'adversité est celui du nurembergeois Nikolaus Muffel (1410-1469)⁹². Fils d'une vieille famille patricienne et marchande de la cité né en 1410, il estime naturel d'être chargé par sa ville des plus hautes charges et des missions les plus honorables. Ainsi, le fait est célèbre, fut-il chargé d'accompagner Frédéric III pendant son expédition romaine en 1452. De retour, il composa une description de Rome sous la forme d'un périple qui rapporte à la fois choses vues, histoires lues, miracles et légendes⁹³. Le journal de sa vie fut rédigé bien plus tard et dans des circonstances bien moins honorables. Accusé en effet de prévarication et de détournement de fonds publics pour une somme de 1.000 florins⁹⁴, il fut soumis à la question, jugé, condamné, puis exécuté le 28 février 1469 selon une procédure et une rapidité qui choquèrent et pour des raisons plus politiques que criminelles : partage des curatèles sur les couvents urbains entre grandes familles, différences d'appréciation des priorités dans la conduite de la politique extérieure de la ville et peut-être, avant tout, un style de vie et d'agissement politique qui fit croire qu'il voulait briser la règle tacite de l'égalitarisme patricien et prôner une *hybris*, un *Hochmut* social hors de mise. Deux mois avant son procès, il rédigea en un souffle son Mémorial⁹⁵. Bien que composées dans des contextes fort différents, les deux oeuvres de Muffel, description de Rome et *Gedenkbuch* personnel, ne sont pas sans rapport et le point commun de leur propos s'articule autour d'une *memoria* qui se fonde en partie sur la ville. En effet, il ouvre son autobiographie de combat par la mention selon laquelle le roi Wenceslas aurait donné à ses grands-parents, en remerciement de leur hospitalité, un morceau de la vraie Croix, point de départ d'une collection de reliques qui forma une des continuités de la mémoire familiale. Il est permis de penser que le choix d'ouvrir son autobiographie par un tel récit, alors même qu'il séjourne dans une geôle de sa ville natale, est un souvenir de la description de Rome qui opérait par lieu saint et par géographie des reliques. Il y a donc, par le transfert d'écriture, une importation d'une autre ville bien plus éminente, Rome, la ville du couronnement impérial, au profit de Nuremberg, la ville des insignes impériaux, dont Nikolaus Muffel, en dépit des accusations, se considère comme un digne enfant. C'est parce qu'il se place aussitôt dans une autre dimension, celle de la sphère royale et des reliques les plus sacrées, que la réalité nurembergeoise est transfigurée : ainsi ne trouve-t-on pas de description précise de sa ville sous sa plume et pas une seule mention n'est réservée au Conseil. Cette réalité, semble-t-il, ne l'intéresse pas parce que son salut dépasse l'horizon immédiat de la politique nurembergeoise pour s'ancrer dans le souvenir romain. Cette correspondance entre Rome et Nuremberg assoit la mémoire personnelle qui ainsi ne compromet pas la mémoire familiale et dynastique menacée par le procès en cours. Empêtré dans une affaire de justice, Nikolaus Muffel propose une relecture de ses faits et gestes centrée sur l'honneur (il s'agit bien de sauver cela en décembre 1468), un honneur soutenu par l'ancienne faveur royale et par la sainteté des reliques. Roi et reliques, deux facettes qui conviennent aussi bien à Rome qu'à Nuremberg, mais le Nuremberg auquel pense Muffel et non celui de ses ennemis et accusateurs... D'ailleurs, dans son Mémorial, Nikolaus Muffel se dit « tenu en haute estime par le pape et l'empereur »⁹⁶, de même que sa description de Rome s'ouvrait par la mention du pape et de l'empereur⁹⁷.

⁹² Christoph HEIDUK, Almut HÖFERT, Cord ULRICH, *Krieg und Verbrechen nach spätmittelalterlichen Chroniken*, Köln, 1997, p. 147-149.

⁹³ Wilhelm VOGT [éd.], *Nikolaus Muffels Beschreibung der Stadt Rom*, Stuttgart, 1876.

⁹⁴ Gerhard FOUQUET, « Die Affäre Niklas Muffel... », (note 54).

⁹⁵ Urs Martin ZAHND, *Die autobiographischen Aufzeichnungen Ludwig von Diesbachs. Studien zu spätmittelalterlichen Selbstdarstellungen im oberdeutschen und schweizerischen Raum*, Bern, 1986, p. 356-366. Edition du *Gedenkbuch* de Nikolaus Muffel par Carl HEGEL, *Die Chroniken der deutschen Städte (11). Die Chroniken der fränkischen Städte (5 : Nürnberg)*, Leipzig, 1874, p. 735-751.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 748.

⁹⁷ Wilhelm VOGT [éd.], *Nikolaus Muffels Beschreibung der Stadt Rom*, (note 93), p. 5.

À sa manière, parce que rédigé dans un contexte polémique, le texte de Muffel peut cependant être tenu pour emblématique d'une historiographie urbaine qui utilise à bon escient l'extérieur de la ville (le pays, l'histoire dynastique, le roi, l'espace lointain, les origines légendaires...) à des fins de justification et d'identification intérieures construites assez souvent en faveur des élites au pouvoir. Par l'écrit et la mémoire ainsi fixée, les élites ont en quelque sorte mis en place une culture des conflits en un temps où, jusque vers 1500, n'apparaissent pas encore de conflits de culture. Ce mécanisme semble avoir d'autant mieux fonctionné dans les villes où l'horizon semblait ouvert pour les élites au pouvoir qui s'y sont d'ailleurs maintenues plus longtemps⁹⁸ et surtout sans renouvellement massif, sans doute parce qu'elles trouvaient dans une large politique (mines, foires, proximité royale...) un exutoire à leurs luttes intestines (Francfort, Nuremberg, Augsbourg...). Il y a donc bien une relation entre la nature des conflits au sein des élites urbaines et l'organisation globale de l'économie et de la politiques urbaines, mais moins au sens traditionnel d'un partage des richesses et du pouvoir au sein de la ville entre les couches sociales que bien plutôt dans la manière dont, d'une part, les élites développent ailleurs qu'en ville même les sources possibles d'enrichissement, d'influence et de pouvoir (ce qui ne les empêche pas sur place de montrer une vie sociale exclusive et fermée à travers les cercles patriciens plus ou moins fermés) et dont, d'autre part, elles élaborent de façon active une pensée du Bien Commun de la cité. C'est précisément, semble-t-il, quand les élites se sont refermées sur elles-mêmes, sont devenues les rentières de leur propre prospérité, qu'elles furent le plus vulnérable aux revendications formulées par les couches nouvelles de la marchandise, de l'artisanat évolué et bientôt d'une culture et d'une religion réformées qui appartiennent déjà à une autre époque.

Résumé

Elites et conflits urbains dans les villes allemandes de la fin du Moyen Age Pierre MONNET

De très nombreux conflits, plus ou moins violents, ont secoué les villes allemandes aux XIV^e et XV^e siècles. Longtemps interprétés comme le signe d'une protestation générale des métiers contre l'oligarchie des gouvernements citadins, ces troubles révèlent cependant que de fortes tensions existaient au sein même des élites dirigeantes. En même temps, le bilan de ces secousses montre que très rares furent finalement les cités à changer de type de gouvernement et à chasser les élites en place depuis le début du XIV^e siècle : il n'y eut là ni évolution vers la tyrannie « à l'italienne » (sortie de crise par le haut) ni démocratie des métiers (sortie de crise par le bas). Ce qui était en jeu tenait, semble-t-il, à la manière dont le petit nombre des dirigeants était ou non en mesure d'assurer les bases du consensus sur lequel reposait cette communauté du droit et du serment qu'était la ville médiévale (comprise elle aussi comme une figure de l'*ecclesia* et de l'*amicitia*) : la paix à l'extérieur et l'entente à l'intérieur, piliers d'un Bien Commun dont la gestion par une minorité ne fut à aucun moment remise en question.

L'analyse du règlement de ces conflits qui secouèrent à quelque 250 reprises plus d'une centaine de villes entre 1300 et 1500 montre d'une part que le conflit était dans la nature même d'une pratique du pouvoir par un cercle étroit. Elle montre d'autre part que le retour à la paix est demeuré une affaire d'élites déjà habituées à gouverner et à manier le langage rituel et symbolique de la réconciliation, soit au sein de la cité, soit par une intervention solidaire des Conseils voisins dans les affaires de la ville, soit enfin par une intervention calculée du pouvoir royal qui cependant n'a jamais touché à la fiction d'un règlement « local » et autonome du conflit par la ville même.

Ce ne sont pas seulement les sources administratives qui le démontrent mais aussi les sources narratives (chroniques urbaines pour l'essentiel) qui témoignent, par la réécriture des événements, non seulement d'une conscience identitaire et historiquement fondée des gouvernants de la cité mais aussi d'une pensée politique qui inclut la mémoire des conflits dans une représentation d'un Bon Gouvernement identifié aux élites en place, mémoire qui crée de la sorte une véritable culture des conflits.

⁹⁸ Knut SCHULZ, « Stadtadel und Bürgertum vornehmlich in oberdeutschen Städten im 15. Jahrhundert », dans Reinhard ELZE, Gina FASOLI [dir.], *Stadtadel und Bürgertum ...*, (note 31), p. 161-181.

Summary

Elites and conflicts in the German towns of the late Middle Ages

Pierre MONNET

Numerous conflicts, more or less violent, shook German towns in the fourteenth and fifteenth centuries. They have long been interpreted as a sign of a general protest by the guilds against the oligarchy of the urban governments; however, these outbreaks of unrest also reveal that there were strong tensions within the midst of the governing elite. At the same time, the outcome of this turmoil reveals that from the beginning of the fourteenth century, very few cities actually changed type of government and chased out the incumbent elites: there was no evolution towards an “Italian style” tyranny (crisis resolution from above) nor towards democracy of the guilds (crisis resolution from below). What was at stake, it seems, was whether the small number of leaders was capable or not of ensuring a basis for the consensus on which any medieval town, as a community of law and oath, was founded (the town too was understood as a figure of both *ecclesia* and *amicitia*): peace both within and without, two pillars of a Commonwealth whose management by a minority was never questioned.

The analysis of the settlement of the conflicts which shook more than a hundred towns about 250 times between 1300 and 1500 shows that conflict was inherent to the very nature of power holding by a narrow circle. It also shows that the return to peace remained the business of elites already used to governing and to employing the ritual and symbolic language of reconciliation, whether from within the town itself, through an intervention into city affairs by neighbouring Councils acting in solidarity, or finally by a calculated intervention on the part of royal power; the latter however never tampered with the fiction of a “local” and autonomous settlement by the town itself.

This is demonstrated not only by administrative sources, but also by the narrative sources (mainly urban chronicles), which reveal, through the rewriting of events, not only a historically founded consciousness of identity on the part of the city rulers, but a political thought which includes the memory of conflicts in the representation of a Good Government identified with the incumbent elites, a memory which thus creates a real culture of conflict.